

CARAVANA HUMANITARIA POR LA VIDA



Caravane Humanitaire pour la vie Bajo Atrato, Chocó, Colombie. Du 5 au 13 août 2019

Après avoir mené à terme la Caravane Humanitaire dans le département du Chocó, les organisations sociales internationales et nationales, les défenseurs et défenseuses des Droits Humains, les syndicats et autres ONGs qui ont participé à cette dernière, exprimons notre profonde préoccupation devant la grave situation humanitaire qui est entrain de se vivre dans le département du Chocó. Les populations sont exposées à un risque imminent en raison de plusieurs dynamiques défavorables dont, entre autres, le manque de politiques publiques et l'abandon de l'Etat Colombien, absent depuis déjà plusieurs décennies, entraînant pauvreté extrême, misère, inégalité et mort dans tout le département sus-mentionné.

Dans le cadre de cet exercice, il a été possible de vérifier la violation des droits à la vie et au territoire, ainsi que des droits sociaux, culturels et environnementaux. Ces violations représentent une constante dans ce département où les politiques sociales étatiques sont absentes quand il faut faire face aux inégalités et à la mort. La Defensoria del Pueblo, les organisations sociales du pays et les Nations-Unies ont dénoncé cette situation, notamment en matière de risque pour la vie des habitants et de danger pour l'environnement. Les assassinats, violations, agressions sexuelles, déplacements forcés individuels et collectifs, tortures, génocides, menaces et confinements, continuent d'être le dénominateur commun contre l'intégrité humaine; tout comme les affectations à l'environnement à travers l'extractivisme, la déforestation, les cultures liées au narco-trafic, les aspersions aériennes et méga-projets extractivistes, comme ceux de l'entreprise Maderas del Darien ou encore les projets d'infrastructures comme les canaux interocéaniques, autoroutes, interconnexion électrique et canalisation des affluents du fleuve Atrato. Ces projections néfastes qui obéissent à des travaux et réaménagements du territoire, ne concordent pas avec les plans de vies et priorités des communautés ethniques.

De la même manière, la crainte constante des habitants était visible, le silence de la population s'étant généralisé en matière de cas de violations de Droits Humains, et cette crainte s'est convertie en une conduite marquée et imposée dans les territoires que nous avons réussi à visiter. La peur et le silence sont devenus variables de mesure, il est évident que les facteurs internes violents influencent ce comportement de ne pas parler ni de dénoncer les violations des Droits Humains. Il faut également tenir compte du fait que la présence paramilitaire et l'incursion de la force publique sont les acteurs armés les plus présents selon les antécédents de la région.

CARAVANA HUMANITARIA POR LA VIDA



Depuis les années 80, de violentes actions et bombardements militaires de la force publique ont lieu, comme ce fut le cas en 1997 avec l'opération Genesis. Depuis lors, il existe une relation étroite entre la force publique et les paramilitaires. À ce jour, cette situation a conduit à des enquêtes sur de hauts responsables de l'époque, tels que RITO ALEJO DEL RIO, suscitant de grandes préoccupations chez les participants de la Caravane, craignant que ces corrélations entre l'Etat et la criminalité se répètent, avec les commandants de la Force publique du Nord du Chocó, de l'Occident d'Antioquia et tout ce qui relève de la Septième Division, qui possède la compétence sur ce territoire.

Par ailleurs, il faut souligner que la seule présence de l'Etat colombien se traduit par la présence armée, exerçant un fort contrôle de la circulation, bien loin des plans gouvernementaux en matière sociale, de garanties de retour des personnes déplacées et de la récupération des terres appartenant aux communautés noires et indigènes et qui ont du être abandonnées lors des bombardements et du conflit colombien.

À propos de la santé, des services publics, de l'éducation et des voies d'accès, la situation est très précaire. Les cas de dénutrition répétés demeurent dans les communautés noires et indigènes, et mettent en évidence le manque d'installations et/ou de postes médicaux et du personnel adéquat, auquel s'ajoutent le manque d'eau potable, l'absence d'électricité et de maintenance des sources hydriques et la déficience de leur transit navigable. Ces circonstances doivent changer en vue d'améliorer l'accès aux zones les plus isolées du fleuve Atrato et de ses affluents ce qui permettrait de transporter les produits plus rapidement, renforcerait les économies propres, et garantirait l'évacuation rapide de personnes malades ou les transferts de patients.

En terme d'éducation, il est nécessaire de doter les communautés de centres et/ou d'établissements de première et secondaire et ainsi que de créer des centres d'éducation supérieure et professionnelle qui soient accessibles à tous les habitants. De telles solutions du Gouvernement National doivent être implantées dans le cadre du respect du fleuve, des juridictions spéciales, de l'environnement et de la vie dans le territoire, afin de garantir l'existence et la permanence des populations, tout en respectant leur cosmovision, leur culture et leurs coutumes.

Par conséquent, le type de mesures ou stratégies qui se construisent pour affronter cette grave crise doivent être menées en concertation avec les communautés pour assurer à la fois le respect de leurs gouvernements propres et leur effectivité. L'Etat doit également respecter et mettre en oeuvre la conservation, la protection et la préservation du fleuve

CARAVANA HUMANITARIA POR LA VIDA



Atrato comme sujet de droits, ce qui l'invite à intervenir dans les conflits limitrophes des terres entre communautés noires et indigènes.

Il en est de même concernant la thématique de genre, où l'on observe un manque de renforcement et de pédagogie pour que les communautés puissent élaborer des plans et programmes « d'empouvoirement » et de participation réelle des femmes dans les structures organisationnelles. Cette vision n'a jamais été garantie ni prise en considération par l'Etat colombien. Plus encore, cette situation n'est même pas discutée par les organismes gouvernementaux locaux, départementaux et nationaux, et se retrouve être un thème totalement méconnus des communautés, laissant la moitié de leur population, dans ce cas les femmes, exclues du développement de leur propre village.

Il est urgent de mettre en place et de respecter les accords signés entre l'Etat et les communautés noires et indigènes, qui ont notamment été établis à la suite de l'exercice du droit de protestation via les mingas et les mobilisations. Cette urgence concerne également l'ouverture d'un dialogue avec les acteurs armés irréguliers de la région, afin de diminuer les effets du conflit armé; ces accords devant être participatifs avec les communautés, et constructifs avec la société civile.

Enfin, il est également urgent d'implémenter des plans et programmes pour garantir les manquements précédemment décrits. Des accords doivent être conclus avec les communautés afin de garantir la vie, le territoire, l'environnement, les droits sociaux et culturels. Les délégués de cette Caravana seront attentifs à ce que ces accords soient construits en faveur de la population, restant garants et observateurs de leurs mise en place et de leur respect de l'environnement et des communautés, et rappellent que le département du Chocó est une source de vie pour tous les habitants de la planète, comptant parmi l'une des ressources hydriques les plus importantes du monde.

Nous faisons un appel, non seulement au Gouvernement de Colombie, mais également aux communautés nationale et internationale, à la Defensoria del Pueblo, à l'Eglise, aux organisations sociales nationales et internationales, aux défenseurs et défenseuses des droits humains, pour renforcer ces plans d'amélioration et d'accompagnement, pour donner une meilleure qualité de vie et consolider ainsi une Colombie libre et souveraine.

caravana@redcolombia.org
<https://caravana.redcolombia.org>

POUR LA VIE, LE TERRITOIRE ET LA DIGNITÉ DES PEUPLES